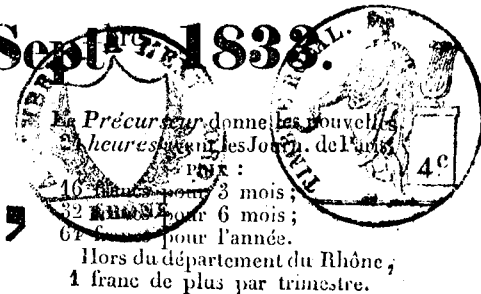


ON S'ABONNE :  
A Lyon, rue Neuve-de-la-Pré-  
fecture, n° 1, au 2<sup>e</sup>.  
A la Librairie-Corresp. de P. Justin,  
rue Montmartre, n° 18.  
Et chez MM. Bresson et Bourgoïn,  
rue Notre-Dame-des-Vic-  
toires, n° 5.

# LE PRÉCURSEUR,

Journal constitutionnel de Lyon et du Midi.



Lyon, 23 septembre.

DES CARLISTES.

Beaucoup de gens se demandent comment le parti carliste qui se tint si profondément encafé en 1830, reparait aujourd'hui en relevant sa tête plus fièrement que jamais ? Comment il est parvenu à faire quelque bruit, à fonder des journaux à Paris, en province, et à former une espèce d'école politique à laquelle il n'aurait pas osé songer sous la restauration ? Le courage, nous ne dirons pas la jactance des carlistes, doit être, nous le concevons, un grand sujet d'étonnement. Il y a chez eux tant d'audace de doctrines, que cette audace doit passer à bon droit pour un dévouement sublime avec lequel aucun dévouement actuel ne peut rivaliser. Les carlistes ne sauraient se dissimuler que la légitimité en France ne s'appuie que sur une minorité presque chimérique. Si nous ne le savions pas, leurs journaux prendraient eux-mêmes le soin de nous l'apprendre. Voilà trois grands mois qu'ils discutent la question de savoir si les légitimistes, sans abandonner leur cause, prêteront serment à Louis-Philippe pour voter aux élections prochaines. Le *Rénovateur*, créé sous les auspices du plus éloquent défenseur de l'ancien régime, se prononce pour l'affirmative, et la *Gazette de France* pour la négative. La *Gazette* depuis long-temps aurait tranché la discussion en cinq ou six mots, si elle n'avait pas craint d'avouer la faiblesse numérique de son parti. N'est-il pas évident que si elle dissuade les carlistes de suivre l'opinion du *Rénovateur*, c'est parce qu'elle sait très-bien qu'ils ne feraient aux élections qu'une triste figure. Le plus grand effort qu'il aient pu faire c'est de réunir à Toulouse, capitale de la légitimité, 176 suffrages en faveur de M. de Fitz-James qui ne fut pas élu. Cette expérience ne donne pas une haute idée de la puissance de ce parti. Voilà ce que ne comprend pas le *Rénovateur*. Ce journal apparemment ne connaît pas la France départementale, et la *Gazette* est trop adroite pour lui dire sa façon de penser à ce sujet.

Il est vrai que la presse légitimiste peut avoir d'autre projet que celui de l'emporter directement dans les opérations électorales. D'après ce qu'elle publie chaque jour sur la souveraineté nationale, il est aisé d'entrevoir que là où les électeurs carlistes ne seraient pas assurés de la majorité, les chefs les engageraient à voter pour les candidats républicains. Dans ce cas le *Rénovateur* devrait l'expliquer formellement, car il n'est pas deux collèges sur quatre cent cinquante-neuf, qui rallient un nombre suffisant de votes dévoués à la branche aînée. C'est en cela que consiste ce courage et ce dévouement dont nous parlions tout à l'heure. Les partisans de Charles X, plutôt que d'abandonner leur conviction, se livreraient à un système qui n'a pas encore le pouvoir, pour renverser le régime actuel, dans l'espérance de renverser plus tard son successeur. Ainsi le retour de la légitimité ne serait rien moins que fondé sur la ruine de deux gouvernements. Il faut convenir que cette tactique annonce une grande foi politique et une admirable abnégation de soi-même ; car il est bien certain que la plupart des notables de la restauration, sortis de l'autre siècle pour exciter la pitié de celui-ci, ne survivraient pas au temps nécessaire à l'achèvement de tant de désastres.

Mais cette alliance, dont la presse légitimiste veut absolument faire cadeau à la république, n'est-elle pas la plus incroyablement des illusions ? Croit-on que tous les carlistes en savent autant que les esprits forts de la *Gazette* ? A qui persuadera-t-on en province que pour ramener les exilés de Prague, il faut voter dans les rangs républicains ? L'épreuve n'en serait pas nouvelle, elle a déjà eu lieu dans une foule de localités, et l'arrière banc des carlistes jusqu'à présent s'est manifesté pour le juste-milieu, à quelques rares exceptions. C'est un calcul à perte de vue et nullement à la portée de la généralité légitimiste. La *Gazette de France* et la *Quotidienne* avec leurs 15,000 abonnés, n'ont pas seulement 10,000 électeurs qui comprennent ou qui soient décidés à pratiquer leurs doctrines. Tant écrire, produire un si petit résultat et poursuivre la carrière, c'est une tâche à désespérer tous autres gens que les royalistes de 1814.

On s'étonne cependant que, privée de toute influence effective, cette presse ait réussi à occuper une place dans nos débats politiques, après vingt catastrophes qui semblaient avoir anéanti et ses théories et ses hommes. Cela fut arrivé, si le pouvoir actuel nationalement fondé, eut conservé son existence populaire. Ce sont les fautes d'un gouvernement défectueux qui ont engendré la critique morte à la révolution de juillet. Cette critique est devenue en partie républicaine, parce que les fautes du pouvoir lui ont apparu comme des nécessités constitutionnelles, et les carlistes qui d'abord s'étaient bornés au simple rôle de novellistes, ont commencé à développer leur système inverse en voyant les républicains aller au-delà de la légalité. Les carlistes, comme les républicains, ont eu des procès et sont allés en prison pour avoir écrit que le gouvernement reposait sur de fausses bases et qu'il périrait. On les a lus quand ils ont servi d'instruments à

la révolution, et ils ont cru avoir fait des prosélytes quand ils n'avaient trouvé que des lecteurs. C'est ce qui engage la *Quotidienne* à dire, parce qu'on l'a réfutée quelquefois, que la France ne serait pas opposée à la rentrée d'Henri V, puisque la France témoignant de son éloignement pour la république et de sa répugnance pour la nouvelle monarchie, se voit forcée d'accepter la seule forme possible entre le juste-milieu et la révolution. La *Quotidienne*, cette fois, est passablement absurde, car lors même que la moitié de sa supposition serait vraie, cela ne prouverait pas du tout que la France préférerait à un gouvernement national incontestablement tel que le gouvernement républicain, le régime d'une famille chassée trois fois et revenue mendiant au milieu des Cosaques.

La *Quotidienne* et son parti ont cru qu'ils allaient s'emparer de toutes les convictions françaises, non aussitôt la naissance de la guerre constitutionnelle déclarée au pouvoir par les journaux royalistes de 1830, puisque ces journaux n'abordent pas les questions de principe, mais ils l'ont cru à l'apparition des doctrines républicaines se répandant de Paris dans tous les coins de la France. Ils se sont imaginés avec raison que dès lors le régime ne pourrait plus s'affermir, mais ils se sont imaginés à tort que l'opposition républicaine ne le démolirait avec leur secours, que pour leur céder le champ après quelques mois de débauche anarchique. Ne compter ni avec le temps, ni avec les mœurs, telle est la démence de cette incorrigible caste.

C'est donc, nous venons de le démontrer, la presse républicaine qui a enfanté la presse légitimiste. Cela est incontestable, puisque cette dernière, réduite à elle-même, n'aurait pas osé discuter les principes fondamentaux.

De deux existences contraires au gouvernement, il s'agit de savoir celle à qui appartient l'avenir ? Quand la *Quotidienne* et la *Gazette* s'emparent si facilement de la France, elles sont folles ; quand elles disent que la quasi-légitimité est impopulaire, nous sommes de leur avis ; quand elles disent que leurs doctrines ont beaucoup de lecteurs, nous répondons : tant mieux ! car, cette dernière hypothèse prouve la vérité de la seconde, c'est-à-dire, que le juste-milieu est plus que périssable, sans prouver le moins du monde que la France soit monarchique, et cela s'explique facilement :

A la révolution de 1830, une foule d'esprits croyaient encore à la bonté de la monarchie constitutionnelle. Ces esprits attribuaient la charte de la restauration à l'aveuglement seul de la branche aînée, en sorte qu'il ne s'agissait plus pour faire marcher un tel ordre de choses, que de mettre à sa tête un homme honnête et nouveau quand même cet homme se trouvait être une médiocrité. C'est ce qui se fit, et néanmoins les doctrines des régulateurs du libéralisme constitutionnel, sont plus loin de se réaliser que sous l'ancien personnel royal. On conçoit le désappointement de ces libéraux de conscience élevés à l'école de Royer-Collard. Les révolutionnaires ont su profiter habilement de cette trêve à l'enthousiasme légal, et ils ont réussi à démontrer pour toujours que quel que fut le système représentatif, il serait mauvais et réactionnaire dès le moment qu'on placerait une dynastie à son sommet. Les faits sont venus par centaines à l'appui de ces démonstrations, et les dupes constitutionnels ont assez bien alors compris leur justesse. Mais la révolution tout en sapant un régime défectueux, a fait retentir la politique de ses grands mots : *Institutions républicaines pures*, et le pouvoir a exploité la terreur qu'ils inspiraient. La logique des ennemis de l'hérédité royale est abstractivement satisfaisante, et il ne manque plus aux républicains que le temps de prouver que la nation est propre à en supporter victorieusement l'essai réel. Les royalistes ne se convertissent pas facilement à la logique, pas plus ceux d'aujourd'hui que ceux d'autrefois. Dégoutés cependant d'un régime qui trompait leurs plus chères espérances, ou les a entendu dire souvent, qu'il ne valait pas mieux que la restauration et Louis-Philippe que Charles X, et ils ont été curieux de connaître les attaques des journaux légitimistes contre un système soutenu par eux avec tant d'ardeur pendant 15 ans. Ils n'ont plus trouvé dans ces attaques la défense de la restauration, mais bien sa condamnation formelle ; la presse carliste, pour offrir une nouveauté politique, a entremêlé sa critique des doctrines de l'ancien régime. Leurs bizarreries ont eu le succès qui accompagne toujours les choses extraordinaires dites avec talent, et les carlistes se sont flattés de partager pour le moins la France avec les républicains.

La souveraineté nationale et le suffrage universel professés par les carlistes ont réussi à amuser quelque temps les hommes qui ne sont pas carlistes ; mais quand ces hommes ont vu que la *Gazette* dépassait les bornes du comique et continuait au sérieux une assez bonne plaisanterie dans le principe, ils ont laissé de côté et *Gazette* et carlistes et légitimité. La fondation de nouvelles feuilles absolutistes dans les départements est une preuve de la vérité de nos assertions, tandis que les partisans de Henri V et quelques benêts admettent tout le contraire. Il est de fait que la presse carliste dé-

partementale ne vit qu'aux dépens de l'argent de ses chefs ; plus la légitimité se coule bas, plus il devient important de conserver et de multiplier les organes qui la représentent. On sent pourquoi les henriquistes ne peuvent pas qu'on leur rende leur cher Bordeaux, d'une autre manière que sa famille fut rendue deux fois à la France. Ne pouvant pas se dissimuler qu'il y a un siècle entr'eux et les sympathies du pays, ils ont un grand intérêt à mentir à la société, pour ne pas être exposés à périr dans l'isolement lors de l'invasion future. Ils expliqueront alors à l'étranger qu'ils sont nationaux, et cela par le nombre de leurs publicistes si ce n'est par le nombre de leurs prosélytes. Mais cette attitude fautive ne saurait durer beaucoup, depuis le congrès de Munchen-Groetz. Après avoir espéré en vain trois années entières, les carlistes voient la sainte-alliance se réunir enfin pour traiter de ses propres affaires. Tout ce que nous avions prévu se confirme ; il y a assez de troubles en Allemagne et ailleurs, pour que les souverains n'aient pas grande envie de s'immiscer dans les querelles des peuples indépendants de leurs sceptres. Les souverains ont consenti une première fois à stipuler sur le sort d'une race prosaïque, parce que, arrivés au terme, ils ne rencontrèrent en France ni opposition ni danger à la réinstallation bourbonnienne. Les personnes ne touchaient que très-faiblement le plus puissant des alliés, l'empereur Alexandre qui ne se rendit qu'aux intrigues du spectre de la conférence anglaise. Aujourd'hui, si une troisième invasion s'élaborait dans les cabinets du Nord, Nicolas, aussi dominateur que son frère, s'occuperait encore moins des traîneurs de l'ancien régime.

Si les légitimistes par hasard, jugeaient de l'état de l'Europe comme nous, ils n'hésiteraient pas à se rendre au juste-milieu, un peu plus ressemblant en tout à la monarchie qu'à la république. Si, au contraire, après avoir renoncé à l'espoir de triompher par l'étranger, ils confiaient leur avenir à la nationalité de leurs doctrines, nous répéterions ce que nous avons dit au commencement de cet article, nulle foi, nul dévouement n'égalerait la foi et le dévouement des carlistes, et les partisans de Charles X seraient encore plus insensés que lui.

Nous n'avons pas aujourd'hui le but de discuter le mérite de la nouvelle forme dont l'ancienne légitimité s'est revêtue, nous nous bornerons à poser ce fait irréfutable qui renferme tout son destin : la légitimité pure ou replâtrée est étrangère à la génération qui s'élève, comme les mœurs des serfs de la Russie, sont étrangères au x<sup>e</sup> mœurs des ouvriers français. Si la *Gazette* a une conviction indestructible, nous avons contre elle une conviction non moins forte, et notre conviction va si loin, que nous ne craignons pas de souhaiter au parti carliste une bonne chance, ainsi qu'on agit lorsqu'on dit adieu à un aventurier qui part pour un autre monde, n'ayant pas su trouver sa place dans celui-ci.

P. V.

Nous n'avons pas parlé d'un article qui avait été inséré dans le *Courrier de Lyon* sur le banquet offert à M. Garnier-Pagès, lors de son passage à St-Etienne, parce qu'il nous avait paru rédigé en termes d'une trivialité telle que sa reproduction eût été un second affront fait à toute la presse. On a peine à s'imaginer que des écrivains ou des gens qui prétendent l'être aient eu le courage et le mauvais goût de livrer à la publicité des ordures capables de révolter tous les partis et tous les lecteurs. Le *Courrier de Lyon*, dans cette circonstance, devait d'autant plus s'exprimer avec modération et décence, que la nouvelle qu'il publiait était incroyable. Le *Courrier de Lyon* a cru naïvement qu'il devait descendre bien bas dans son langage, pour être de niveau avec le fait absurde qu'il inventait, et partant de cette règle honorable, il s'est déchaîné contre son dégoûtant ouvrage avec une abondance de d'abjections de parole que l'esprit le plus salement dévergondé aurait eu de la peine à trouver. Il a nié d'abord que le banquet de St-Etienne fût composé de mille personnes ; selon lui, il n'y aurait eu que cent cinquante convives, et ces convives, loin d'être de la classe élevée, seraient tous sortis de ce qu'on appelle en terme d'aristocratie le plus bas étage. Jamais, l'on en conviendra avec nous, la liberté de la presse n'avait dégénéré en une licence aussi grossière, et nous rougirions pour en donner une idée exacte de répéter de tout ce repoussant écrit le passage le moins déshonorant pour la plume qui l'a tracé.

Le *Courrier de Lyon*, on le présume bien, reçut des convives insultés, une lettre signée du président du banquet et des commissaires, lettre dans laquelle on relevait d'une manière outrageante (car la plainte pour être noble, devait être humiliante pour celui à qui elle était adressée) la fausseté du fait avancé si imprudemment et si naïvement par le *Courrier*, avec injonction de le rectifier publiquement et formellement dans ses colonnes. Le *Courrier de Lyon* demande une explication à son confrère le *Mercurius Séguisien* qui, provoqué aussi de son côté par les commissaires, la donne en ces termes exprès : *Le récit de la Gazette est véridique, et à la forme près, nous avons dit la même chose*

que ce journal, c'est-à-dire qu'il y avait mille souscripteurs au banquet, et que le plus grand ordre n'a cessé de régner pendant tout le temps de la réunion, car tel était en substance le récit que la *Glaneuse* avait donné de cette fête populaire.

Le *Courrier de Lyon* ne s'est pas exécuté d'aussi bonne grâce que le *Mercurie Séguisien*, et il a mis le président du banquet dans la nécessité de venir de St-Etienne à Lyon pour obtenir réparation sur les lieux mêmes du délit. On s'est donc présenté dans les bureaux du *Courrier* pour obtenir une réparation convenable contre qui de droit. Le gérant du *Courrier* a répondu d'abord qu'il n'était pas l'auteur de l'article en question; qu'il ne l'avait pas même lu, mais qu'il découvrirait certainement l'auteur et livrerait son nom au commissaire du banquet. Celui-ci, on le conçoit facilement, n'était pas venu à Lyon pour attendre la disposition et le bon vouloir du gérant du *Courrier*, il persista avec raison à le rendre responsable puisqu'il se refusait à nommer celui qui devait l'être véritablement, et le gérant traité avec rigueur comme il le méritait, se décida à signer un désaveu de l'outrage.

D'après le *Courrier*, il paraîtrait que le gérant de ce journal, instruit plus tard de l'abus que l'on pouvait faire de sa rétractation signée, retira sa parole et consentit à se battre.

Nous avons, à cette occasion, une observation à émettre dans l'intérêt de la moralité, et cette observation nous nous bornons à la répéter après tout le monde.

Comment se fait-il que le gérant du *Courrier*, écrivain en même temps du journal, ne sut pas par lui-même quelles étaient les conséquences de son acte? Ces conséquences pouvaient-elles être différentes de ce qu'elles ont été avec un duel et un récit où ses collaborateurs ont avoué toute sa conduite. A coup sûr le *Courrier* ne prétend pas inspirer la croyance qu'une signature fut mal placée entre les mains d'un homme d'honneur qui demande la réparation d'une insulte. On est bien malheureux de ne savoir pas s'expliquer autrement, car si le président du banquet n'eut pas compris sur-le-champ la médiocrité des parties auxquelles il venait de s'adresser, il aurait été justement indigné de la nouvelle rédaction du *Courrier*; mais on pardonne aisément aux gens qui sont dans l'impuissance absolue de s'élever jusqu'au langage de bonne compagnie, et le président du banquet a eu raison de ne pas s'offenser d'une seconde erreur dont l'ignorance est la seule cause.

On se demande partout maintenant ce qui s'est passé dans la commission du *Courrier*, pour que son gérant, malheureux enfant du parti, se soit cru obligé de retirer son engagement et de sauver sa parole aux dépens de sa personne? Est-ce bien de son propre mouvement qu'il a pris une détermination si extraordinaire? Le *Courrier* le dit, mais croira-t-on à la vérité d'une rédaction que le gérant blessé n'a certainement pas faite? D'ailleurs pour que l'on y crut, il faudrait que les circonstances écrites ne portassent pas sur des détails si bizarres. Il n'en est pas moins vrai qu'il reste prouvé, d'après l'aveu imprimé du *Courrier* lui-même, que son gérant a été forcé, par une influence étrangère à lui-même, mais attachée au journal, de courir les chances d'un combat pour garantir de toute mésaventure l'honneur d'un être abstrait et illustre qu'on appelle le *Courrier de Lyon*.

Il n'est pas moins vrai encore que le gérant du *Courrier* qui avait bien le droit de se mettre, par un désaveu très-raisonnable, à couvert de la responsabilité d'un article qu'il n'avait point composé, a été la victime infortunée non pas de son loyal ennemi, mais du lâche écrivain qui n'a pas osé défendre son ignominie.

En commentant ces honteux détails, nous n'avons rempli que notre devoir, car le récit du *Courrier* est un outrage à la moralité publique.

Nous avons parlé de la loyauté d'un des adversaires: en effet, M. Bigaud, président du banquet, s'est conduit dans ce duel avec une délicatesse que nous devons signaler.

M. Bigaud a abandonné généreusement les premières chances de bonheur que le sort aurait pu lui réserver, et il les a offertes à son adversaire. Le gérant du *Courrier* a tiré d'abord et son coup n'est pas parti; M. Bigaud, généreux jusqu'au bout, a persisté à attendre le feu d'un second coup qui ne l'a pas atteint. Le gérant du *Courrier*, exposé à son tour, a été frappé d'une balle au bras, et les secours les plus pressés qu'il a reçus dans ce triste moment ne sont pas ceux qui lui ont été prodigués, dit-on, seulement par ses propres témoins.

On nous communique la note suivante:

Par suite d'un article inséré dans le *Courrier de Lyon* le 21 de ce mois, et dans lequel on rend compte du banquet donné à Saint-Etienne à M. Garnier Pagès, un duel au pistolet a eu lieu aujourd'hui entre le gérant du journal et M. Bigaud, président du banquet. Le premier a reçu une balle au bras, ce qui a mis fin au combat.

M. Bigaud a dès lors jugé qu'il était loyal, de sa part, de déchirer sur le champ la rétractation que le gérant avait donnée, et qu'il avait vainement réclamée avant l'affaire.

Tiphaine, Caussidière, témoins de Bigaud.

Signé: Bonnard et Charles Pionnin, témoins du gérant.

Le monde musical vient de s'enrichir d'une nouvelle production de notre gracieux compositeur, M. Roux-Martin. Elle a pour titre: Le refrain des Montagnes, trio nocturne. Rien en ce genre n'a été fait de plus complet et de plus exquis. Ce morceau n'a pas moins de 9 pages.

Nous le recommandons à nos chanteurs et à nos pianistes.

## AVIS.

MM. les Souscripteurs au PRÉCURSEUR, dont l'abonnement expire le 30 septembre, sont priés de le renouveler s'ils ne veulent pas éprouver du retard dans l'envoi du journal.

(Correspondance particulière du PRÉCURSEUR.)

Paris, 21 septembre.

Le *Moniteur* de ce matin publie à la suite d'un rapport sur la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique, une ordonnance datée du 7 juillet dernier qui fixe le tarif des actes qui pourraient être faits en vertu de cette loi.

— Un grand nombre d'élèves de l'école militaire de St-Cyr sont en ce moment à Paris, et ont été donner leur adresse à la première division. Ils ont attendu que le jury ait prononcé sur leur sort et leur désigne les régiments qu'ils doivent aller rejoindre.

— Il est parti de Melun trois escadrons de cavalerie et une batterie d'artillerie pour Fontainebleau, afin de recevoir le roi Léopold.

— Un ouvrier faisant partie de la *Société des Droits de l'Homme* se promenait hier dans la rue Pétré avec un de ses amis auquel il avait tout haut fait partie de la société et être partisan de la république, aussitôt un mouchard qui l'entendit l'arrêta malgré la clameur publique, et le fit conduire à la préfecture de police. Vous verrez que la police Giquet n'aura plus bientôt rien à envier à la *sainte-inquisition* avec cette différence qu'un jugement dérisoire viendra proclamer ses droits et vous rendre la liberté après toutefois que vous aurez subi la peine qu'il plaira à l'omnipotente police de vous infliger préventivement.

— Le suicide étend partout ses tristes ravages. Un ouvrier teinturier de la rue St-Denis s'est brûlé la cervelle d'un coup de pistolet. Une contrariété d'amour aurait suffi pour enlever ce père de famille aux enfans auxquels il se devait.

— Depuis quelque temps les vols se multiplient d'une manière effrayante à Paris et dans les environs; on compte jusqu'à cent procès-verbaux arrivés à la préfecture de police dans l'espace de quinze jours.

— Les ouvriers charpentiers continuent leurs réunions offensives tantôt dans un faubourg, tantôt dans l'autre; ils n'ont pour but que de s'exhorter mutuellement à persévérer dans leur première résolution de pas travailler à moins que les entrepreneurs ne signent le tarif, et de se cotiser pour aider les plus nécessiteux et les empêcher de céder.

— On écrit du Havre, en date du 19 septembre:

Un ordre émané de Paris vient de prescrire au directeur de la douane de ne point faire peser sur les bagages de M. Thiers, venant de Londres, les formalités d'une loi dont personne ne doit être exempt en France. L'exemple du courrier diplomatique de St-Petersbourg, prouve sans doute aux plus incrédules et d'une manière sans réplique que nos ambassadeurs et ministres sont incapables de faire la contrebande. Demandez plutôt à MM. de Talleyrand et de Broglie. Ce dernier ne vient-il pas aussi de faire ordonner d'envoyer à Paris les riches tissus saisis à son adresse? serait-ce que s'exécutant de bonne foi il voudrait concourir à la vente qui conformément à la loi, doit en être faite et augmenter ainsi la part de prise de ces pauvres douaniers qui ont été destitués pour avoir fait leur devoir. Cet acte de quasi-justice ne serait pas indigne de la doctrine. Mais il est bien à craindre que douaniers et courrier ne restent victimes de leur maladresse, l'un pour s'être laissé prendre, les autres pour l'avoir pris, et c'est sans doute pour éviter de telles méprises que l'ordre est donné aux vigilans du Havre de dormir et fermer les yeux pendant que son excellence le ministre du commerce et des travaux publics débarquera des bagages d'outre-mer.

— Le ministère de la justice s'est chargé d'établir par ressort de cour royale la statistique des condamnés politiques sous la restauration, afin d'aider la commission royale dans ses travaux de répartition des fonds votés par les chambres. M. Barthe a vivement réclamé pour son département les condamnés dont le ministre de l'intérieur a jusqu'à présent décidé le sort; l'ex-carbonaro serait jaloux d'exercer son haut patronage contre ses anciens confrères qu'il a si honteusement reniés. Mais M. d'Argout s'est montré inexorable et n'a point voulu lui accorder ce triomphe d'amour-propre.

— Le président de la cour royale de Rouen est, dit-on, venu à Paris pour soumettre, au nom de son corps, de très-humbles remontrances sur les inquiétudes qu'inspirent à la société les nombreux graciés que S. M. Louis-Philippe a cru devoir faire sortir des bagues et prisons criminelles dans son ardent désir de popularité, et d'user libéralement de son précieux droit de grâce.

Le garde-des-sceaux, sur la présentation duquel ces grâces ont été données, aurait fort mal reçu les représentations de la magistrature rouennaise, et lui aurait reproché son manque de charité pour les escrocs et les voleurs privilégiés, comme un caractère de l'opposition anti-religieuse dont elle est entachée à ses yeux.

— Le ministre d'Argout, en rentrant hier soir de Popéra, a été frappé d'une attaque de la maladie qui l'a déjà menacé du plus grand danger. Les prompts secours qui lui ont été administrés l'ont encore dissipé pour cette fois.

— Le lieutenant-général Bachelu, après avoir passé quelques jours à Calais, s'est embarqué pour l'Angleterre. On a voulu faire croire que l'honorable député de l'opposition était chargé d'une mission du gouvernement.

L'éloignement de son chef pour tous les hommes qui sont comme lui d'un patriotisme désintéressé, suffit pour démentir cette version.

D'un autre côté, on sait que la duchesse de Bragance avait fait faire des démarches auprès du général, pour opposer son expérience à celle du traître Bourmont; mais la plus grande incertitude règne sur la réponse du député patriote qui pourrait peut-être se croire plus utile à un autre poste qu'à la tête des troupes de dona Maria.

— M. de Talleyrand est attendu avec la plus grande impatience. La conférence, étant indéfiniment ajournée, son rôle est fini à Londres, et l'on espère lui en faire jouer un autre à Paris, car il est condamné à mourir sur la scène, et jusqu'au rôle de la mort, tout sera chez lui diplomatique. Chaque ministre attend sa venue, dans l'espoir de le voir peser de tout son poids dans le bassin de la balance qu'elle occupe, et de faire ainsi pencher de son côté le grand régulateur.

## Nouvelles.

L'apparition du duc de Modène à Turin et ses conférences avec le roi Charles-Albert prouvent que les intérêts des princes ont sur eux plus de puissance que leurs passions personnelles.

Après la révolution piémontaise de 1821 et le rôle que le prince de Carignan joua dans cette insurrection contre le pouvoir absolu, le duc de Modène, qui avait épousé la fille aînée du roi Emmanuel, eut des prétentions à la couronne de Sardaigne, prétentions appuyées par la reine douairière de Piémont, dont les intrigues étaient favorisées ou du moins vues avec complaisance par la cour de Vienne. Le duc de Modène donnait, comme roi de Piémont, plus de garanties au système de l'absolutisme, et le droit de réversibilité offrait quelques chances de plus au succès du projet qu'elle nourrit de soumettre l'Italie entière au sceptre autrichien. Les humiliations nombreuses que le prince de Carignan eut à subir pendant le règne du roi Charles-Félix furent attribuées à l'influence ennemie du duc de Modène. Le rapprochement de ces deux princes ne peut donc être que l'œuvre de la politique; les sympathies n'y sont pour rien.

— Un fait que M<sup>me</sup> d'Abrantès, dans ses Mémoires, dit avoir eu lieu à Lisbonne, vient de se renouveler chez M. Chevrolat, rue des Champs-Élysées, n° 6, précisément dans l'hôtel Junot. En sortant à neuf heures du matin, il s'aperçut que, dans une antichambre dont la fenêtre donne à l'est, de la fumée sortait avec assez d'abondance d'un paquet de livres brochés; il dérangea une petite carafe qui se trouvait placée devant, et reconnut que, par un effet de centralisation des rayons du soleil qui frappaient dessus, le feu avait été mis, et commençait à s'étendre. Cet accident, qui aurait pu avoir des suites bien funestes, mérite d'être signalé à l'attention publique.

— On écrit de Marseille, le 14 septembre:

« Une scène assez étrange a eu lieu hier, à la place Saint-Jean, à deux heures après midi. Quelques patrons pêcheurs étaient assis sur un banc et prenaient un modeste repas, quand un de leurs anciens camarades, converti au justemilieu, et depuis sa conversion, métamorphosé ou (comme dit le peuple) masqué en monsieur, arrive et les regarde fixement et avec insolence. Les pêcheurs ne manquèrent pas d'interpellier le parvenu et de lui demander s'il ne lui suffisait pas de méconnaître ses anciens camarades, sans se donner encore des airs d'impertinence et venir les toiser. A ces paroles, dont le ton annonçait suffisamment ce que ces braves gens pensaient sur l'origine de son aisance apparente, le patron pêcheur se retira d'abord; mais, dominé par la colère, il revint sur ses pas, et la querelle commençait à s'échauffer, quand on remarqua que les deux côtés de la redingote dont il était revêtu bouffaient d'une étrange manière; on y porta la main, et l'on trouva deux énormes pistolets d'arçon. — Ils ne sont pas chargés! ils ne sont pas chargés! s'écria aussitôt l'homme à la redingote. — C'est ce que nous allons voir, dit un marin, et se tournant vers la mer, il lâcha la détente d'un des pistolets. Le coup partit, et l'eau soulevée en deux endroits, prouva que deux balles avaient été mises dans le canon.

Le porteur des pistolets fut aussitôt consigné au fort Saint-Jean et plus tard amené à la prison de l'hôtel-de-ville.

— Nous lisons dans la *Revue du Cher*, du 17:

« Une scène assez caractéristique a eu lieu dimanche au théâtre de Bourges. On donnait *Kabri le Sabotier*, et, dans le cours de la pièce, le principal personnage disait à sa femme qu'un roi qui ne sait pas son métier ne vaut pas un sabotier. Le parterre cria bis; l'acteur voulut continuer, et les cris redoublés de bis le forcèrent de s'arrêter; puis il annonça que l'autorité s'opposait à ce qu'on répâtât le mot. Ce fut alors un tonnerre de réclamations générales; cette défense de l'autorité fut accueillie par des huées de tout le parterre, d'une partie des premières et des secondes entières; le public empêcha le spectacle de continuer, et le rideau fut baissé. La pièce fut interrompue pendant vingt minutes; mais personne n'évacua la salle, et chacun s'agitait. Il y avait lutte complète entre les spectateurs et l'autorité, dont le refus inexplicable troublait ainsi un spectacle ordinairement si calme. Enfin, la raison et le bon droit triomphèrent, l'autorité se relâcha de sa rigueur intempestive, et mit fin au tumulte universel en faisant lever le rideau et annoncer qu'on allait redire le mot redemandé, ce qui eut lieu, et tout rentra dans la tranquillité. »

— On écrit de Tarbes, 12 septembre:

Depuis dix jours l'hiver a commencé pour nous. Le froid est aussi vif que dans la rigoureuse saison. Le raisin, le maïs ne mûrissent pas, et la récolte des regains est extrêmement retardée.

Une pluie continuelle a débordé presque toutes nos rivières et occasionné des dégâts considérables. Mais c'est surtout dans nos établissements thermaux que l'effet de ce mauvais temps s'est fait sentir. Nos baigneurs décampent en toute hâte. A Barèges, le déménagement se fait avec la plus grande activité. La route avait été emportée par le torrent, mais elle a été promptement réparée, et l'on y voyage aujourd'hui en toute sécurité.

Moins heureux que ceux de Barèges, les baigneurs de Cauterèts n'ont pu fuir en des climats plus doux. Un énorme bloc de pierre, détachée de la montagne par la pluie, ferme la route, au point de ne laisser aux piétons qu'un passage étroit et difficile.

L'administration dont le zèle ne s'est pas un instant ralenti dans cette circonstance, fait continuer les déblais avec toute l'activité possible, et tout fait espérer qu'en moins de deux jours la circulation sera entièrement établie sur cette route.

Les troupeaux de brebis et de juments que nos propriétaires, ainsi qu'un grand nombre de nos compatriotes, avaient envoyés pacager dans les montagnes, surpris par une neige prématurée, ont eu beaucoup à souffrir. Un grand nombre y a péri.

On porte le nombre des chevaux ou juments qui ont été ensevelis sous des montagnes de neige à plus de 150, et celui des brebis est encore plus considérable. On cite des particuliers qui ont perdu jusqu'à 12 chevaux.

— On écrit d'Alger:

Les premiers Saint-Simoniens qui aient encore touché le sol africain à Alger, sont MM. Massol et Rogé. Ces deux apostres de la foi nouvelle n'étaient pas venus dans l'intention de faire du prosélytisme, et le même bâtiment de l'état qui les a amenés, les ramène aujourd'hui après dix jours de séjour. Ce temps devait être employé à l'exploration rapide de la ville d'Alger, de ses environs et des mœurs de ses habitants; mais le nombre considérable d'hommes à progrès que ren-



TRIBUNAUX.

COUR ROYALE DE PARIS.  
(Appels de police correctionnelle.)  
PRÉSIDENCE DE M. MILLER.  
Audience du 18 Septembre.

Qui ne connaît le nom du S<sup>r</sup> Chaltas, et ses discussions avec le duc de Brunswick? Aujourd'hui le S<sup>r</sup> Chaltas figurait devant la cour royale comme appelant d'un jugement de première instance qui avait repoussé le système par lequel il entendait repousser l'action civile du duc, en se fondant sur un acte d'interdiction qui aurait été prononcé contre lui par ses chers parents d'Angleterre. Le tribunal a jugé que cet acte d'interdiction, sans force devant la justice française, ne pouvait enlever au duc Charles l'exercice d'aucun de ses droits: en conséquence, il a ordonné qu'on plaiderait au fond.

M. Chaltas, présent à l'audience, est assis auprès de M. Paillard de Villeneuve, son avocat; on fait circuler dans le barreau un mémoire pour le capitaine Chaltas, agent diplomatique du gouvernement de Brunswick; M. Chaltas comte représente le duc de Brunswick.

Après les questions ordinaires, le rapport est fait par M. le conseiller Mallevillé. Ce magistrat rappelle les faits préliminaires du procès, que nos lecteurs connaissent déjà. L'expulsion du duc, l'asile qu'il vint chercher en France, et les tentatives qu'il aurait faites pour reconquérir ses états. Ce fut dans ces circonstances qu'il fit la connaissance de Chaltas, qui devenu bientôt après agent du gouvernement nouveau, se déclara l'ennemi déclaré du duc.

Il publia alors, sous son nom, une brochure intitulée: *Le duc Charles de Brunswick depuis la révolution de 1830*, dans laquelle il peignait le prince sous les couleurs les plus odieuses; le duc se croyant diffamé porta plainte contre Chaltas, et ce fut alors qu'intervint, par les soins officieux de M. le garde des sceaux, l'interdiction prononcée en pays étrangers, qui devait selon M. Chaltas, l'empêcher de poursuivre en France un diffamateur.

Ce système fut repoussé comme on vient de le voir par le tribunal; M. Paillard-Villeneuve a prétendu qu'il y avait erreur dans le jugement, et que l'interdiction provisoire contre le duc Charles de Brunswick ne lui permettait pas d'exercer aucune action personnelle en France.

M. Chaltas Comte a établi avec beaucoup de force et d'énergie, tout ce qu'un pareil système avait d'atteinte pour l'indépendance de la justice, et les principes sacrés du droit des nations. Ainsi donc, un homme poursuivi, comme le duc Charles, par des vengeances politiques, serait partout hors la loi, et ne pourrait avoir d'asile nulle part.

Ces doctrines ont été développées par M. l'avocat-général Le-gois, et consacrées par l'arrêt de la Cour, qui a jugé, comme le tribunal de première instance qu'on ne pouvait pas supposer au duc Charles de Brunswick une interdiction prononcée en pays étranger, et a ordonné, en conséquence; qu'il serait plaide au fond.

TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE.

Présidence de M. Poulletier.

Affaire de Delente cieur. — Bonnet rouge.

M. Gisquet, qui ne se lasse pas dans son système de vexations mesquines, s'est mis depuis long-temps en opposition avec les tribunaux, en ce qui touche le timbre des écrits non périodiques; il persiste à faire arrêter les crieurs et distributeurs de ces sortes d'écrits, que les tribunaux ne manquent jamais de renvoyer acquittés. Ainsi il est arrivé à Delente, arrêté, il y a plus d'un mois, pour avoir vendu, sur le Pont-Neuf, l'écrit: *Pourquoi nous sommes républicains*.

Un incident assez singulier a marqué cette affaire, dont la décision ne devait pas soulever de difficulté.

Le tribunal avait suspendu l'audience pendant quelques instans, tout le public s'était couvert: Delente, suivant cet exemple, mit sur sa tête une casquette rouge, semblable à celle de tous ses compagnons de captivité; Delente, qui est fort bel homme, porte, en outre un gilet rouge républicain.

En ce moment M. l'avocat du roi, de Gérando, rentre dans l'audience.

Prévenu, dit-il, nous vous sommes d'ôter votre casquette, qui n'est qu'un signe séditieux, et nous vous prévenons que vous allez être l'objet de réserves expresses sur ce point. (Étonnement et murmures.)

Delente, avec calme: Je n'attachais pas à tout ceci beaucoup d'importance, et je ne mets pas mon opinion dans ma casquette. (On rit.) Delente, en même temps, dépose sa casquette, qu'un huissier remet sur le tribunal comme pièce de conviction.

Quand le tribunal est rentré, une discussion très-vive s'engage entre l'avocat et M. de Gérando sur la question de savoir si le tribunal doit donner acte des réserves que réclame l'avocat du roi.

M. de Gérando: Le ministère public exerce en ce moment des poursuites contre des individus qui portaient des casquettes rouges et des casquettes vertes. (Rires.)

Le tribunal donne acte au ministère public de ses réserves.

On plaide ensuite la question de savoir si Delente a pu vendre un écrit périodique non timbré: le tribunal le démontre victorieusement avec le texte et l'esprit des lois qu'il invoque.

Le tribunal rend ensuite un jugement motivé avec beaucoup de soin, par lequel consacrant de nouveau sa jurisprudence, il déclare que Delente a pu valablement faire ce qu'il a fait, et le renvoie de la plainte.

En attendant, Delente qui vient de subir un mois de prison, pour un fait qui est innocent, retourne en prison pour la casquette rouge, qui a offensé M. de Gérando.

Extérieur.

(Correspondance particulière du PRÉCURSEUR.)

ANGLETERRE. — Londres, 17 septembre. — Consolidés, 88 1/2 5/2.

— Nous sommes encore aujourd'hui sans nouvelles du Portugal, au grand désappointement de tous les habitants de la bourse. On attribue ce retard extraordinaire à ce que le cutter le *Muypie* est un mauvais voilier.

— On écrit de Cowes, en date du 17 courant: Hier, à quatre heures de l'après-midi, on signala le pavillon de S. M. T. F. dona Maria à bord du *Soho*.

Aussitôt l'escadre des yachts royaux qui se trouve dans la rade arbora ses couleurs. Les bâtimens marchands s'empressèrent d'imiter cet exemple.

Les canonnières des yachts et ceux de la côte étaient à leurs places, prêts à saluer S. M. à son passage dans la rade de Cowes. Mais à cinq heures on fut très-désappointé de voir le *Soho* accompagné du bateau à vapeur de S. M. la *Salamandre*, jeter l'ancre en face du château de Norris, résidence actuelle de la duchesse de Kent et de la princesse Victoire.

A raison du vent et des torrens de pluie qui n'ont pas cessé de tomber, on n'a pu avoir aucune communication avec le *Soho*. Ce matin à cinq heures le temps s'était éclairci, et le vent ayant tourné O-N-O bonne brise, le *Soho* appareilla, suivi de la *Salamandre* et de la *Ville d'Edimbourg*.

L'opinion des marins était que si le temps continuait à être beau, le petit convoi pourrait être rendu lundi matin dans le Tage.

(Idem.)

— Certaines personnes paraissent craindre que le maréchal Bourmont ne puisse réduire Lisbonne en coupant l'eau qui arrive dans cette capitale par le magnifique aqueduc aboutissant à Curnessar (à environ 5 milles de Lisbonne.)

Nous ferons observer que la capitale du Portugal renferme un grand nombre de fontaines fournissant de l'excellente eau. Celle qui arrive par l'aqueduc en question ne sert que pour la commodité des particuliers, mais à la rigueur on pourrait fort bien s'en passer.

Nous le répétons, Lisbonne ne risque pas plus de manquer d'eau que de vivres et de munitions. (Courrier.)

— Un bâtiment vient d'arriver à Liverpool venant de Cadix; il annonce que le 4 courant il avait passé devant la barre d'Oporto, et qu'à cette époque le Douro était entièrement libre. Un grand nombre de bâtimens marchands se préparaient à franchir la barre et à pénétrer dans la rivière.

Le bâtiment en question a parlé au *Lord des Iles* qu'il a rencontré, ayant à bord plusieurs officiers français qui vont rejoindre l'armée du maréchal Bourmont.

Le *Lord des Iles* se dirigeait sur Vigo ou sur l'extrémité de la côte nord du Portugal, afin d'éviter les croiseurs envoyés à sa recherche par Napier. (Globe.)

— Selon toute probabilité, un des premiers actes du gouvernement de la reine dona Maria sera de récompenser convenablement le brave amiral anglais Napier ainsi que ses marins dont les brillans services ont si puissamment contribué au triomphe de la cause constitutionnelle.

Personne ne conteste l'importance des faits d'armes qui ont valu dans le temps le duché de Ciudad-Rodrigo au *premier capitaine du siècle* (le duc de Wellington), mais on peut dire que la dernière victoire navale du capitaine Napier n'a pas eu des résultats moins décisifs sur la destinée du Portugal. (Idem.)

— La société anglaise et étrangère de la Bible a dépensé depuis son établissement la somme énorme de 1,937,033 l. st. (27 millions 418,959 fr.), et elle a répandu dans la circulation 8,145,456 exemplaires, tant de la Bible que du Nouveau-Testament.

(Morning-Post.)

— Hier les propriétaires de la banque ont tenu leur assemblée ordinaire semestrielle. On y a déclaré que le dividende continuerait à être de 4 p. 100.

(Idem.)

AUTRICHE. — Vienne, 17 septembre. — La baisse des fonds publiés à notre bourse d'avant-hier, a eu pour unique cause l'arrivée en baisse des cours des bourses étrangères seulement; elle a été plus forte proportionnellement, parce qu'il règne une grande anxiété à notre bourse. Il est possible aussi que les dernières nouvelles arrivées de Constantinople aient influé sur ce résultat. (Gazette d'Augsbourg.)

BAVIÈRE-RHÉNANE; Neustadt, 16 septembre. — Les trente-huit dames qui avaient formé une association pour les patriotes allemands, ont été citées devant le tribunal de police, pour vendredi prochain. (Gazette de Spire.)

FRANCFORT, 13 septembre. — Nous apprenons qu'une réduction de troupes féodales cantonnées dans nos environs, aura lieu peut-être, à l'entrée de l'hiver; et qu'une partie de ces troupes retourne à Mayence: d'un autre côté, on croit que la garnison autrichienne qui est dans notre ville, recevra un renfort sans que néanmoins les bourgeois soient obligés de loger les soldats chez eux. (Correspondant de Nuremberg.)

— On écrit de Kiachta en date du 15 juillet que le 16 juin, la femme de l'empereur de la Chine, est décédée; un dail général a été ordonné. Pendant 27 jours, les fonctionnaires publics porteront des habits blancs de toile grossière et des bonnets sans glans ni boutons.

Pendant 100 jours, ils ne pourront pas couper leurs cheveux. C'est la mère de l'empereur qui a le droit de nommer l'impératrice ou la première femme de l'empereur. Il faut qu'elle la choisisse dans le délai de trois ans parmi les cinq femmes de son fils. (Gazette d'état de Prusse.)

ITALIE. — Ancône, 11 septembre. — Il y a quelques jours, une goëlette grecque de Zante est arrivée dans notre port adressée au consul d'Angleterre.

Aussitôt après que la goëlette eut remis ses dépêches au consul, celui-ci expédia un courrier pour Londres.

On croit que cela a rapport à l'empire grec qui doit se traiter entre le gouvernement du roi Othon et Mr. Rothschild.

— 300 hommes de cavalerie pontificale sont arrivés ces jours derniers à Macneta.

On annonce aussi que 1,000 hommes de cavalerie autrichienne sont arrivés à Ferrare; il est aussi arrivé dans le port de Rimini 18 barques chargées de foin pour la cavalerie autrichienne; et un corps d'armée considérable va se former à Bologne, et l'on croit qu'ils vont se porter en avant, c'est-à-dire sur les frontières du royaume de Naples.

Le capitaine d'artillerie pontifical, Lopez, vient d'arriver à Ancône chargé, dit-on, de la part de son gouvernement, de réclamer les pièces d'artillerie qui se trouvaient dans la citadelle au moment du débarquement des Français, ainsi qu'un dépôt de cartouches et d'autres effets.

On lui a répondu que ces pièces ne lui seront rendues que quand on aura celles que l'on attend de l'arsenal de Toulon.

— On a débarqué avant-hier du brick la *Comète* des sabres-poinçards qui vont être distribué aux diverses compagnies des deux bataillons français.

Hier, l'après-midi, la *Comète* a remis à la voile, ayant abord le général Cubières qu'elle conduisait à Venise, mais ayant oublié de prendre sa patente de santé, elle est revenue au bout de trois heures de route.

Le général s'est embarqué et est parti ce matin par terre; le brick a mouillé de nouveau dans la rade.

— On dit que M. Grassellini a demandé la garde de la place au général Cubières, afin d'y introduire des gendarmes et des dragons pontificaux; mais cela lui a été refusé.

— Avant-hier on a arrêté le nommé Salvatori, dit le *Jomaciario*, et ce soir on nommé Jotti; on assure qu'ils vont être conduits tous deux à St-Léon.

On a aussi arrêté à Ascolo un propriétaire nommé Luciani, beau-frère de Jotti, que l'on dit avoir été également conduit à St-Léon. M. Schelini n'a pas été relâché, on dit qu'il va être conduit à Civita-Castellana.

On a promis une récompense de 50 écus romains à celui qui fera connaître la retraite de Lesti.

— Depuis l'arrivée de la *Comète*, le télégraphe a signalé deux frégates que l'on assure être autrichiennes.

arme la population européenne de cette contrée, qui voulaient s'éclairer, ne leur a permis que de satisfaire très-imparfaitement au but de leur voyage.

Toutefois il faut le dire, dix jours de présence en cette ville ont suffi pour laisser à Alger un noyau St-Simonien.

— Nous avons rendu compte, il y a quelque temps, du généreux dévouement de M. le capitaine Makowsky, qui a consacré au secours de ses infortunés compatriotes en Suisse, plusieurs dons en argent et en nature. Parmi ces derniers se trouvaient sa croix et deux bagues.

Des citoyens de Strasbourg voulant empêcher que M. Makowsky se privât de ces objets qui devaient être précieux pour lui, firent entre eux une souscription dont le montant représentait la valeur de ces bijoux, et résolurent de les rendre à M. Makowsky, son intention de les faire tourner au profit de ses compatriotes ayant été remplie.

Mais M. Makowsky ne voulut plus les accepter; il s'aplanit que sa bonne action ait produit quelques deniers de plus pour venir au secours des infortunés Polonais en Suisse, mais persista, malgré les plus vives instances, à consommer entièrement le sacrifice qu'il s'était imposé. Il fallut enfin céder à ses vœux: les bijoux furent vendus, et leur produit s'élevait à 28 f. a été versé à notre bureau.

Honneur à ce digne militaire! sa noble conduite portera des fruits, nous n'en doutons pas, et ses compatriotes béniront son nom. (Courrier du Bas-Rhin.)

— On écrit d'Alger, 6 septembre; La haute commission d'enquête, envoyée par le gouvernement, est depuis quelques jours dans nos murs.

M. le commandant de la marine est allé à bord prendre MM. les commissaires, qui ont été reçus à l'arsenal par M. le général Avisard, commandant la place. M. le maire d'Alger, accompagné des membres de la municipalité maure et juive, des cadis et des rabbins, les attendaient à la porte de France.

La commission a traversé la ville au milieu d'une double haie de troupes de ligne; une salve d'artillerie de huit coups de canons a annoncé son entrée.

La population encombrait les rues et la place du gouvernement; on remarquait sur les figures plutôt de l'inquiétude que de la curiosité.

Dès le lendemain de son arrivée, la haute commission a reçu la visite des autorités militaires. Les autorités civiles et judiciaires n'ont eu cet honneur que le jour suivant, ce qui a été un sujet de remarque. M. l'intendant civil a présenté toute son administration. La chambre de commerce seule a été introduite par M. Reynard, député de Marseille et membre de la haute commission d'enquête.

Les commissaires n'ont pu rassurer la colonie sur les projets d'abandon qui jettent l'inquiétude dans tous les esprits: ils se sont bornés à déclarer que cet abandon serait déshonorant pour l'honneur national de la France, et que, pour eux, ils ne s'associeraient jamais à un acte aussi ignominieux.

Pressés de s'expliquer si le gouvernement est disposé à faire un acte quelconque qui confirme leur langage, MM. les commissaires se sont tenus dans une réserve complète, et n'ont plus que paraphrasé le discours de M. le ministre de la guerre à la séance de la chambre des députés; on les a entendus répéter souvent que M. le maréchal Clausel, interprète et représentant des colons à Paris, avait donné son approbation aux paroles du ministre, et que la colonie devait s'en montrer également satisfaite. Certes, si la nomination du maréchal Clausel au commandement de la régence eût suivi cette déclaration, nous aurions vu dans ce choix un acte de reconnaissance de la part du gouvernement; car le maréchal Clausel représente un système complet de colonisation; l'envoi au contraire d'une commission d'enquête pour statuer sur cette question permet le doute, et nous ne sommes pas assez forts en diplomatie pour décider si annoncer qu'on ne veut pas abandonner un pays, autorise à croire qu'on veut le coloniser: c'est un véritable langage de protocole.

— Le vieux supposé de la légitimité et de l'aristocratie, le sac aux protocoles, M. Talleyrand, renonce aux affaires, et se retire à Valençay, gouteux, grincheux, quinteux, souffreteux, boiteux, étié, rachytique, lunatique, paralytique et asthmatique. Ce départ a mis en émoi tous les rois de la sainte-alliance qui vont lui expédier leurs médecins pour tâcher de rajuster les rouages de cette vieille machine, et de lui faire cracher encore quelques protocoles, mais on craint qu'il ne soit trop tard. (Corsaire.)

— Quel sera l'héritier de certaine monarchie? est-ce un prince ou la république? (Idem.)

— Dans son voyage, l'ordre de Chose a promis vingt-et-un chemins de fer, cinquante-deux fontaines, soixante-quatre promenades publiques, onze théâtres, huit hôtels-de-ville et six hôtels d'invalides. Toutes ces promesses-là seront inscrites à la queue de celles de juillet. (Idem.)

— Louis-Philippe vient de dédier ses discours à M. Talleyrand qui l'a prié d'accepter la dédicace de ses protocoles.... Pricat. (Idem.)

— Tout le monde se rappelle l'épouvantable assassinat de M. Fualdès et la condamnation de la veuve Bancal, renfermée pour sa vie dans la maison centrale de Cadillac. Cette femme, depuis trois mois malade, est morte le 10 de ce mois, dans un âge assez avancé.

— A Londres on s'entretient beaucoup de la brusque résolution qu'a prise le duc de Cumberland, frère du roi, de congédier sa maison à Kew, et de se retirer sur le continent. Ce prince, peu aimé en Angleterre, et à qui les journaux et les caricatures n'ont pas épargné les railleries les plus amères, a toujours eu de la prédilection pour l'Allemagne, où son orgueil aristocratique reçoit plus d'hommages. Les uns disent qu'il veut se consoler auprès des souverains absolus du triomphe des principes libéraux en Angleterre. Les autres prétendent qu'en bon tory il veut tout simplement chercher une atmosphère plus imprégnée d'absolutisme. D'autres encore assurent qu'il reviendra pour l'époque de la convocation du parlement. En tous cas il faudra qu'il laisse son fils en Angleterre, car le parlement n'a assigné une somme annuelle pour la maison de ce jeune prince que sous la condition que l'éducation se ferait en Angleterre et non en Allemagne.

— Les gazettes bavaroises qui ne sont guère bien informées, prétendent que Charles X a choisi Ratisbonne pour son séjour futur, ce que vraisemblablement le gouvernement ne souffrirait pas; elles ajoutent qu'il a choisi pour précepteur du duc de Bordeaux le fameux Gœrres qui d'ultra-libéral et d'anti-français est devenu mystique et ultra-royaliste.

